

savoir si le mot « communisme » peut être politiquement actif aujourd’hui est, je le crois comme toi, en travail. Il faudra certainement revenir, pour tester la pertinence du mot, sur des questions plus globales, d’approche pratique et militante difficiles : où en est-on de la propriété, en effet, de l’héritage, de la famille ? En tout cas, personnellement, je me déclare communiste au sens générique, et plutôt persuadé qu’en politique le communisme est encore le nom qui peut porter des énoncés à venir.

Entretien réalisé par Daniel Bensaid

- | | |
|--|---|
| <p>1 Alain Badiou, « L’entretien de Bruxelles », in <i>Temps Modernes</i> n° 526, mai 1990.</p> <p>2 Alain Badiou, <i>Conditions</i>, Paris, Seuil, 1992, p. 100.</p> <p>3 Alain Badiou, <i>Saint Paul</i>, Paris, PUF, 1997, p. 119.</p> <p>4 Alain Badiou, <i>Manifeste pour la philosophie</i>, Paris, Seuil, 1989, p. 89.</p> <p>5 Alain Badiou, <i>Deleuze</i>, Paris, Hachette, 1997, p. 136.</p> <p>6 « L’entretien de Bruxelles », <i>op.cit.</i></p> <p>7 Alain Badiou, <i>Saint Paul</i>, <i>op.cit.</i>, p. 51.</p> <p>8 Alain Badiou, <i>Peut-on penser la politique ?</i>, Paris, Seuil, 1985, p. 18.</p> | <p>9 Alain Badiou, <i>Abrégé de métapolitique</i>, Paris, Seuil, 1998, p. 118.</p> <p>10 <i>Abrégé</i>, <i>op.cit.</i>, p. 89.</p> <p>11 <i>Peut-on penser la politique ?</i>, <i>op.cit.</i>, p. 111.</p> <p>12 <i>Abrégé</i>, <i>op.cit.</i>, p. 138.</p> <p>13 Futur Antérieur.</p> <p>14 Alain Badiou, <i>D’ un désastre obscur</i>, p. 50 et 57.</p> <p>15 <i>Abrégé</i>, <i>op.cit.</i>, p. 25.</p> <p>16 Alain Badiou, <i>L’ Être et l’ Événement</i>, Paris, Seuil, 1988, p. 379.</p> <p>17 <i>D’ un désastre obscur</i>, Éditions de l’Aube, 1991, p. 13.</p> <p>18 <i>Ibid.</i>, p. 14.</p> |
|--|---|

Intellectuels et engagement

Gérard Mauger

Sociologue, directeur de recherche au CNRS

Membre de l’association Raisons d’agir et du comité éditorial de la collection

Savoir/Agir aux éditions du Croquant

Pour une politique réflexive

ContreTemps En quoi l’engagement de Bourdieu se distingue-t-il des formes antérieures des engagements d’intellectuels ?

Gérard Mauger. Peut-être faut-il commencer par dire en quoi l’engagement politique de Bourdieu s’y apparente. S’il est devenu particulièrement visible à partir de 1995, c’est parce que le capital symbolique qu’il avait accumulé faisait de ses prises de position « un événement » médiatique, donc aussi politique. De ce point de vue, on peut décrire l’engagement politique de Bourdieu comme un investissement dans le champ politique du capital symbolique accumulé dans le champ scientifique ou, si l’on veut, comme un versement de crédit symbolique aux causes qu’il soutenait : c’est la *Realpolitik* des luttes symboliques... Sous cet angle, il était dans la même situation que Foucault, Sartre ou Zola. Ceci dit, l’intention qui sous-tendait ces prises de position et, dans une certaine mesure, les pratiques qu’elles impliquaient, étaient relativement originales. « Relativement », dans la mesure où cette conception s’apparente à celle de « l’intellectuel spécifique » selon Foucault. L’idée de Bourdieu était la suivante : les savoirs accumulés par les sociologues peuvent (et doivent) être reversés dans le champ politique. Cette conception est très liée à la conception qu’il avait de la sociologie. Dans cette perspective tout à fait « classique » – c’était aussi celle de Durkheim – la sociologie est « une science comme les autres » : elle se propose de rompre avec la vision ordinaire du monde social, avec les prénotions, avec le sens commun. À mon sens, si faire de la sociologie, c’est rapporter ce que « les gens » disent ou savent, il faut arrêter tout de suite...

À l’usage, je crois, en effet, qu’il est possible de « découvrir » des choses que, d’une certaine façon, les enquêtés ignorent – y compris sur eux-mêmes – et que le sociologue ignore également avant d’enquêter. Pour prétendre le contraire, il faut, je crois, avoir une conception extraordinairement superficielle de l’enquête, ne pas voir de différence entre la statistique et la statistique spontanée, entre l’histoire et la mémoire, entre un point de vue particulier et la tentative de rendre compte de l’ensemble des points de vue, etc. Pour Bourdieu, il s’agissait de rompre avec le rapport initial à l’objet

de recherches, de changer d'optique, de découvrir ainsi le monde sous un jour nouveau, de produire une vision du monde social qui rompe avec la vision commune tout en s'efforçant de rendre compte de cette vision de « sens commun ». Et, dans la mesure où l'ordre social est sous-tendu par des rapports de domination (sans doute pourrait-on débattre de cet énoncé, mais il me semble vraiment difficile de prétendre le contraire), dévoiler le fonctionnement, à la fois connu et méconnu, des mécanismes de domination, c'est, qu'on le veuille ou non, participer à la critique de l'ordre social. Dans cette perspective, la sociologie est nécessairement critique.

Mais comment faire de cette « critique en chambre » une « critique agissante » ? Se poser ce type de question, c'est se retrouver confronté à un ensemble de problèmes pratiques difficiles à résoudre. Comment faire pour que le champ politique puisse s'emparer de cette critique sociologique ? Les mécanismes en place font que les travaux des sociologues sont voués à rester entre sociologues : l'écriture savante, le marché de l'édition et les circuits de distribution font que ces travaux restent confinés dans un univers restreint de professionnels qui s'adressent à des professionnels (les dits professionnels ne cessant d'ailleurs de s'ignorer que pour s'entre-tuer). « Raisons d'agir » – l'association et la collection de petits livres – était une tentative pour résoudre ces problèmes. Il s'agissait de trouver des objets d'intervention, un style d'intervention, un support d'intervention (des petits livres de poche à bas prix) qui permettent d'introduire dans le débat politique le savoir accumulé. De ce point de vue, il me semble que l'engagement politique de Bourdieu était novateur. Reste que l'écho trouvé par ces petits livres n'est évidemment pas le même avec ou sans Bourdieu : les premiers petits livres publiés avec Bourdieu ont eu un écho considérable, les suivants publiés sans Bourdieu en ont beaucoup moins, même s'il n'est pas sûr qu'ils soient moins intéressants que les premiers.

Faire en sorte que les professionnels de la sociologie ne soient pas seuls à lire des sociologues impose de rompre avec l'autonomie que Bourdieu considérait pourtant comme essentielle au bon fonctionnement du champ scientifique. Comment peut-on résoudre cette tension ?

Bourdieu considérait effectivement que l'autonomie du champ scientifique était essentielle. La tentative de produire un savoir critique sur le monde social suppose, en effet, l'autonomie des producteurs et des univers de production : en clair, il est impossible de faire de la sociologie (du moins avec la conception qu'en avait Bourdieu) en étant inféodé au pouvoir politique, médiatique, économique, etc. Le statut de fonctionnaires des universitaires et des chercheurs du CNRS, tel qu'il a fonctionné jusqu'à maintenant, était une garantie d'autonomie des chercheurs et de la recherche : il permettait de tra-

vailler sans avoir à subir d'autre contrôle que celui, plus ou moins intériorisé, de « la cité savante », sans qu'un « expert » autoproclamé et/ou mandaté par le pouvoir politique puisse prétendre « piloter » le travail des chercheurs...

Défendre l'autonomie de la recherche, c'est dire qu'un savoir scientifique sur le monde social n'a quelque chance d'être produit, que dans un univers autonome, soustrait aux intérêts politiques et économiques et dont l'enjeu proprement scientifique est de tenter de produire « la vérité » sur le monde social. « La vérité », c'est-à-dire ce qui passe pour tel dans le cadre de règles de validation communément admises (elles sont admises pratiquement – dans un jury de thèse, par exemple – sinon théoriquement). Ces choses-là sont très prosaïques, mais tout à fait essentielles et elles apparaissent d'autant plus essentielles qu'elles sont menacées.

Ceci dit, il faut préciser que le monde de la recherche en sciences sociales, traversé par des logiques contradictoires, n'est sans doute jamais tout à fait autonome. Au-delà de la logique proprement scientifique – celle de l'intérêt pour « la vérité » sur le monde social – chacun d'entre nous est inégalement soumis à des logiques hétéronomes. Les appels d'offres de l'État (« la demande sociale ») invitent à tenir un discours d'État et garantissent à ceux qui s'y prêtent une consécration d'État (les lauriers de « l'expertise ») : sans doute est-il difficile d'y échapper complètement dans la mesure où la recherche de financements oblige à en passer par là, mais jusqu'où ?... De même, les sollicitations des médias invitent à tenir un discours médiatique (sur les problèmes « d'actualité ») et offrent, avec la possibilité de se faire entendre, une consécration médiatique : sans doute est-il difficile d'y échapper complètement dans la mesure où l'accès à l'espace public oblige à en passer par là, mais jusqu'où ?... De même encore l'affiliation politique invite à légitimer « la ligne du parti » en offrant « les rétributions du militantisme » aux « intellectuels de parti » : mais on sait où cela peut mener... C'est dire que « la cité savante », en tout cas celle des sociologues, rencontre bien des difficultés pour être ce champ autonome dont la seule logique consisterait à s'efforcer de produire la vérité sur le monde social.

Je n'ignore pas l'objection que l'on peut faire à cette « ligne scientifico-politique » : « vous substituez « le sociologue-roi » au « philosophe-roi » », dirait-on... Je ne crois pas que l'objection soit très réaliste : où a-t-on jamais vu « un sociologue-roi » ? Quel est le poids réel des interventions des intellectuels critiques dans le champ politique ? En fait, ce qui est en cause, c'est, me semble-t-il, la conviction que l'introduction dans le champ politique d'un discours autonome de la sociologie critique et l'invitation à la réflexivité qu'elle implique, puissent produire des effets utiles... Il ne s'agit évidemment pas de substituer les sociologues aux politiques – le champ politique existe très bien

sans nous – mais de tenter de s'en faire entendre sans y perdre sa logique propre. Ceci dit, je comprends que la prétention savante à dire « la vérité » sur le monde social (au demeurant, c'est celle de toute démarche scientifique) puisse passer pour « arrogante » : c'est du moins ce que disent les concurrents, à commencer par les autres sociologues, les journalistes, les politiques, etc. Mais il faut au moins préciser que cette position inconfortable est aussi condamnée à la modestie – réflexivité oblige – au regard de l'importance réelle accordée à « la vérité » de la sociologie critique dans le champ politique ou médiatique... Il est évidemment plus facile de prendre « le tout-venant », et surtout les puissants, « dans le sens du poil » en leur prêtant la science infuse.

Tu viens d'employer le terme de réflexivité : quelle influence le fait que Bourdieu ait été un sociologue des intellectuels a-t-il pu exercer sur sa manière d'envisager le mode d'intervention de l'intellectuel – sociologue en l'occurrence – dans le débat public ?

La réflexivité – objectiver le sujet de l'objectivation – est le B-A-BA de la sociologie critique, une sorte de réflexe structurant d'un habitus sociologique. Mais la réflexivité n'a évidemment pas vocation à rester le monopole des sociologues : je pense au contraire qu'une des choses les plus utiles à faire serait de travailler à la dissémination de cette démarche dans le champ intellectuel et dans le champ politique. Ce n'est sans doute pas la vertu la plus répandue dans le champ politique : imaginons un instant que les hommes politiques aient acquis ce réflexe et qu'avant de parler ils se disent « au fait, d'où tu parles ? pourquoi dis-tu ce que tu dis ? »... Je pense que s'il y avait un peu plus de réflexivité, un peu plus de rationalité, un peu plus de compréhension dans le monde social en général et dans le monde politique en particulier, y compris dans « la gauche de la gauche », ce ne serait pas inutile. Mais peut-être est-ce une croyance un peu scientiste et un peu vaine ?

Est-ce que l'intellectuel se compromet nécessairement s'il s'engage dans l'action politique ?

Tout le problème est justement celui d'un engagement sans compromission, un engagement tel que l'intellectuel engagé ne renonce pas à « la vérité » (qui est souvent désagréable à entendre et difficile à accepter), à sa vocation scientifique, bref à sa raison d'être « à part »... On retrouve la question de l'autonomie. Il s'agit de participer aux débats politiques en échappant à la fonction de « célébration » qu'on attend de lui : zélateur de la ligne du parti ou de la ligne éditoriale, « intellectuel de parti » ou « intellectuel médiatique »... Sous ces conditions, je pense que l'engagement politique des intellectuels n'est pas inutile. De deux façons. D'une part, en créditant telle ou telle cause du crédit intellectuel (scientifique, artistique) accumulé, ce qui suppose l'autonomie de ce crédit. D'autre part, du moins en ce qui concerne les sociologues, en

introduisant leur point de vue dans le débat politique : j'ai la faiblesse de croire que ce ne serait pas inutile, en particulier si on pense à l'hégémonie des économistes (qui ont supplanté les philosophes) au sein même de la gauche de la gauche.

Mais essayons d'être plus précis, j'ai connu un temps où, dans les situations d'appel d'offres, les sociologues « contestataires » (dont j'étais) opposaient un refus outragé à l'idée de proposer des solutions. En substance, on disait : « moi je veux bien analyser le problème, mais ne m'en demandez pas plus, ne me demandez pas ce qu'il faut faire, ça c'est votre boulot, je vous le laisse ». J'ai changé de point de vue : il faudrait évidemment se demander pourquoi. Ce revirement a sans doute quelque chose à voir avec le renoncement aux croyances révolutionnaires. Quoi qu'il en soit, pourquoi ne pas essayer ? Dans le refus de réfléchir à des solutions réalistes, n'y a-t-il pas un aveu d'impuissance et/ou une forme d'irresponsabilité ? Je pense qu'on a tort de ne pas répondre à ce type de questions et qu'on a tort, en tout cas, de ne pas se les poser. Il ne s'agit pas, pour autant, de se transformer en « conseiller du Prince » (même si « le Prince » c'est « le Parti ») et de dire « voilà ce qu'il faut faire », mais il faut au moins essayer d'y réfléchir, s'efforcer de cerner le champ des possibles, d'évaluer ce qui est réaliste et ce qui l'est moins, ce qu'il faudrait faire pour que ça le devienne, etc. Bref, il s'agit tout simplement d'essayer, comme dit Bouveresse, de « tirer les conséquences ». Toutes ces questions sont des questions proprement sociologiques et je ne vois pas pourquoi il faudrait s'interdire de se les poser.

Quant aux relations à établir entre sociologues critiques et politiques, il me semble qu'elles sont subordonnées à deux conditions. D'une part, les sociologues devraient s'efforcer de répondre aux questions des politiques : l'idée était présente quand Bourdieu a créé « Raisons d'agir », même si elle n'a guère porté à conséquences. D'autre part, les appareils politiques devraient apprendre à supporter l'existence d'intellectuels autonomes, à accepter une pensée critique susceptible également d'interroger leur fonctionnement et leurs croyances, et à s'engager ainsi dans une politique réflexive. Bref, il s'agit d'inventer sur le tas ce que pourrait être le rôle politique d'un intellectuel collectif autonome. Si l'on veut éviter de retomber dans l'ornière de l'intellectuel de parti qui défend la ligne du parti et la cautionne au nom de la science, il faut que « l'organisation politique » et « l'intellectuel collectif » restent des univers distincts, autonomes, ce qui n'exclut évidemment pas des rapports suivis, éventuellement conflictuels, mais aussi fraternels.

Dans *Homo academicus*, Bourdieu dit, notamment à propos de Mai 68, que les intellectuels occupant une position dominée dans le champ du pouvoir sont par l'effet de l'homologie structurale conduits à soutenir les dominés dans le monde social. C'était sans doute vrai

en 68, mais aujourd'hui on a plutôt l'impression que les intellectuels, ou les plus visibles d'entre eux, prennent le parti des dominants. Qu'est-ce qui s'est passé dans le champ intellectuel pour que l'effet d'homologie structurale ne joue plus ?

C'était effectivement une des thèses de Bourdieu pour expliquer l'existence d'intellectuels « critiques ». En gros, l'idée était la suivante : le capital culturel que détiennent les intellectuels leur permet d'occuper des positions dominantes, mais ces positions dominantes sont aussi dominées parce que le capital culturel est une espèce de capital dominée. Ainsi peut-on comprendre que, dans des conjonctures de crise, ils puissent se désolidariser des classes dominantes et épouser la cause des classes dominées. Mais, tu as raison de relever que les intellectuels paraissent plutôt se ranger aujourd'hui « du côté du manche » : ce qui pouvait sembler vrai hier, semble avoir cessé de l'être aujourd'hui. Comment rendre compte sociologiquement de ce déplacement ? On peut penser à la perte d'autonomie d'un champ intellectuel de plus en plus soumis à des pressions perçues comme insurmontables. Confronté à des logiques externes – étatiques, politiques, médiatiques, etc. –, le champ aurait perdu peu à peu ses capacités de résistance. La soumission à des logiques hétéronomes se paie d'un renoncement à la pensée critique, mais il y a des compensations. À l'inverse, persister dans la critique, c'est s'exposer au mieux à l'obscurité, au pire aux insultes hebdomadaires de tel ou tel intellectuel « bien en cour ». Le temps n'est plus où le tout-Paris se voulait « contestataire ». En d'autres termes, il me semble qu'il y a eu un renforcement des logiques hétéronomes et un affaiblissement des logiques autonomes.

Il faudrait réfléchir à cet affaiblissement des logiques autonomes et aux luttes théoriques au sein du champ intellectuel. La dévaluation du marxisme est sans doute un élément décisif de l'histoire contemporaine des sciences sociales. Je suis devenu sociologue en un temps où le marxisme, sous toutes ses formes, semblait hégémonique ; en étant althussérien, j'avais le sentiment de participer à l'avant-garde intellectuelle. Force est de constater que les temps ont beaucoup changé. Et si je ne suis plus marxiste, ni althussérien, j'ai le sentiment d'avoir beaucoup moins changé que le champ.

Pour rendre compte de cette dévaluation du marxisme, il faudrait prendre la mesure de l'incidence sur le champ intellectuel de la déconstruction (économique, politique, symbolique) du groupe ouvrier, du déclin de la représentation des classes populaires sur la scène politique, de la déroute de ses porte-parole du PC et de la CGT, de l'effondrement du bloc soviétique, etc. Ces événements ont produit quelque chose comme « une panne de croyance » chez les intellectuels et des autocritiques tonitruantes. Or, du scepticisme du détroqué d'hier au cynisme du parvenu d'aujourd'hui, il n'y a parfois qu'un pas assez vite franchi.

Ceci dit, je ne pense pas que l'on puisse rendre compte des prises de position politique des intellectuels en s'en tenant à cette explication (« dominés chez les dominants ») pas plus qu'aux effets du « corporatisme de l'universel » associé à des univers de production symbolique autonomes. Et pas davantage d'ailleurs à l'explication de leur mobilisation par le schème du déclassement ou des « intellectuels frustrés ». En matière de sociologie des intellectuels, il me semble qu'il reste beaucoup à faire. S'il faut tenir compte de la position structurale des intellectuels dans le champ du pouvoir et de la position occupée (dominée ou dominante) au sein de tel champ particulier – sociologique, philosophique, littéraire, etc. – on ne peut pas ignorer l'importance des dispositions acquises au fil d'une trajectoire et importées dans la position occupée. Dans cette perspective, il faudrait également s'interroger, par exemple, sur le poids des origines, sur celui de l'héritage culturel, politique, religieux (qu'il s'agisse de l'endosser ou de le récuser) ou de l'effet d'âge (révolutionnaire à vingt ans réactionnaire à cinquante), sur l'effet du modèle de la carrière de « grand intellectuel » qui, en France, passe par la case « engagement politique », etc. Il faudrait également étudier les variations du mode de recrutement des intellectuels : le « droit d'entrée » est sans doute beaucoup plus élevé aujourd'hui qu'hier et cela porte à conséquences... Ainsi pourrait-on montrer comment peuvent se constituer des dispositions rétives à l'ordre social, comment elles trouvent à s'investir dans le champ intellectuel et dans le champ politique, montrer que la croyance politique dépend de l'état des luttes sociales, de l'état du champ intellectuel, de l'état du champ politique, etc. En mettant en évidence une pluralité de schèmes explicatifs de l'engagement des intellectuels, il me semble qu'on s'approcherait un peu plus de la réalité observée : s'il est vrai que les déterminations sont multiples, on comprend mieux, par exemple, les pataquès – souvent inconscients – et les guerres civiles – tout à fait conscientes – que ces quiproquos contribuent à engendrer et qui traversent l'univers des intellectuels engagés...

Mais je reviens à ta question : sans doute faut-il rectifier cette vision un peu dépressive du champ intellectuel. Le rapport de force a changé depuis 1995. 1995 a vu un *revival* des capacités de mobilisation des classes populaires : du coup, les intellectuels critiques – il en reste, mais ils sont dépressifs, éparpillés – ont commencé à se remobiliser. C'est dans la foulée de 1995 que Bourdieu propose de travailler à la construction d'un intellectuel collectif autonome international et crée « Raisons d'agir ». Avec des hauts et des bas, l'association « Raisons d'agir » poursuit le travail entrepris, sans triomphalisme ni défaitisme, et nous ne sommes évidemment pas les seuls à le faire.

Propos recueillis par Lilian Mathieu